



SNES-FSU Section académique de Bordeaux

Collège Attal : impact immédiat sur les métiers

Gabriel Attal a annoncé le 5 décembre une réforme profonde du collège. La mesure la plus médiatisée impactera immédiatement le fonctionnement des collèges et le sens du système éducatif : l'organisation des cours de mathématiques et de français en trois groupes de niveau, sur la totalité de l'horaire disciplinaire dès la rentrée 2024 pour les 6ème et 5ème, et à la rentrée 2025 pour les 4ème et 3ème.

La mise en œuvre de cette mesure incombe à Amélie Oudéa Castéra, nouvelle Ministre de l'Education Nationale dont les propos défendant l'enseignement privé sont proprement scandaleux.

Sans texte réglementaire cadrant la répartition des DGH et dans un contexte de réduction des moyens de l'école publique, la FSU, en intersyndicale, a boycotté le Comité Social d'Administration Académique (CSA-A) ce mardi 23 janvier.

Quelles conséquences immédiates ?

- **Les emplois du temps** de l'ensemble des professeur·es et des élèves seraient fortement dégradés par la nécessaire mise en barrette des cours de mathématiques et de français.
 - **L'explosion du groupe classe** détériorerait l'ambiance et la cohésion de classe. Les conséquences pour des collégien·nes, en recherche de repères, seraient plus délétères encore qu'elles ne le sont pour les lycéen·nes du lycée Blanquer. La mission de professeur·e principal·e en français et mathématiques deviendrait complexe voire impossible.
 - **L'inefficacité des groupes de niveau** tels qu'envisagés par le Ministère est documentée par la recherche : régression des élèves les plus faibles du fait d'une motivation diminuée par le sentiment de stigmatisation et la réduction des ambitions des apprentissages ; pas d'effet bénéfique majeur mesuré pour les élèves les plus à l'aise mais le risque des effets délétères de la pression permanente et de l'esprit de compétition sur la motivation et le plaisir des apprentissages ; pour les élèves du groupe intermédiaire, quelle plus-value en l'absence d'élèves moteurs ?
- **C'est la volonté politique de casser le collège unique** et d'organiser des parcours différenciés et appauvris dès la 6ème pour les élèves les plus faibles, dont on sait qu'elles et ils sont quasi systématiquement issu·es des milieux les plus défavorisés. L'accès au second cycle de l'enseignement secondaire ne leur serait plus permis (le DNB deviendrait en 2025 une condition nécessaire pour accéder en Seconde générale ou professionnelle) et la voie de l'apprentissage leur serait sans doute imposée. Ce projet profondément inégalitaire est

inacceptable et ne peut conduire qu'à l'aggravation des ressentiments et des clivages dans notre société.

Quels moyens pour les collèges ?

En l'absence de tout texte réglementaire cadrant cette réforme, le Rectorat et les DSSEN ont réparti les moyens. La situation était similaire en 2023 lors de la suppression de l'heure de technologie en 6ème. Le politique décide et l'administration suit, tout se fait dans une urgence absolue, sans recul sur les conséquences et sans écoute des organisations syndicales représentatives.

- **Des dispositifs déjà dévoyés.** Une observation des résultats aux évaluations de 6ème 2023 a été menée pour faire des projections sur le nombre de groupes à 15 nécessaires. Le Rectorat souhaite que des groupes spécifiques puissent accueillir les élèves de niveau 1, et le plus possible pour les élèves de niveau 2. Les moyens seront distribués « au cas par cas » dans la recherche d'économies : les groupes des élèves les plus faibles pourraient aller jusqu'à 17 élèves au lieu des 15 annoncés ; les plus petits collèges pourraient se contenter de 2 groupes au lieu de 3 (par exemple avec deux divisions de 6ème pour un effectif total de 40 élèves, il pourrait y avoir un groupe à 15 regroupant les élèves les plus fragiles et un groupe de 25 regroupant les deux autres niveaux).
- **Aucun moyen supplémentaire n'est attribué à l'académie** par rapport à l'année dernière. Au contraire, 10 postes d'enseignement sont supprimés dans le second degré.
- A elle seule, la mise en œuvre de ces groupes de niveau dans l'académie est estimée à 132 emplois. La suppression de l'heure de soutien/approfondissement en 6ème, elle-même issue de la suppression de l'heure de technologie, permet de récupérer l'équivalent de 68 emplois.
- L'académie de Bordeaux doit aussi financer, outre cette nouvelle organisation du collège : l'ouverture de deux établissements en Gironde, l'ouverture de dispositifs ULIS et UPE2A, 5 classes prépa-lycée, les changements dans la voie professionnelle. **La baisse démographique en collège entraînera donc impitoyablement des fermetures de divisions pour récupérer des moyens partout où ce sera possible.**
- Le Rectorat indique déjà que **la marge d'autonomie devra être mise à contribution** dans certains collèges pour financer les groupes de niveau, au détriment des options et des dédoublements. Rappelons que seul le groupe des élèves les plus faibles est prévu avec un effectif réduit en français et mathématiques. Les besoins de dédoublement perdureront donc dans l'ensemble des disciplines.
- ➔ Alors que c'est la lourdeur des effectifs qui pose problème à tous les niveaux du système éducatif, rien n'est fait pour améliorer la situation, au contraire :
 - Les fermetures de classes entraîneront des effectifs chargés
 - Seul le groupe de niveau 1 bénéficiera d'effectifs allégés, en français et mathématiques, les autres groupes pouvant aller jusqu'à 30 élèves (25 en REP/REP+)
 - L'ensemble des dédoublements sera remis en question par l'utilisation de la marge pour les groupes de niveau.

Les réformes Macron-Attal c'est aussi : un métier de plus en plus prescrit, des évaluations standardisées, des manuels labellisés, l'intelligence artificielle imposée, l'abaissement du niveau de recrutement des professeur·es... Pour en savoir plus, [lire ici](#)

Agissons dans les établissements pour informer nos collègues et les parents de ce projet de tri social des élèves, qui va fortement dégrader l'organisation des collèges et les conditions d'exercice du métier, des moyens qui manquent au Second degré pour faire réussir les élèves. La grève du 1er février doit être massive pour faire reculer le gouvernement sur ce projet. Elle est aussi le moment de revendiquer haut et fort pour nos salaires et nos carrières.